

## **NIGER (LISTE DE SURVEILLANCE DE LA CATÉGORIE 2)**

Le Gouvernement de la République du Niger ne respecte pas scrupuleusement les normes minimales relatives à l'élimination de la traite, cependant, il fournit d'importants efforts dans ce sens. Le gouvernement a déployé des efforts considérables au cours de la période évaluée en fournissant une assistance en nature aux ONG et aux organisations internationales qui ont fourni un refuge aux victimes de la traite et ont formé les agents de la force publique sur l'identification des victimes. Cependant, le gouvernement n'a pas déployé des efforts supplémentaires par rapport à la période d'évaluation précédente. Le gouvernement n'a pas signalé le nombre d'enquêtes, de poursuites judiciaires et de condamnations ou le nombre de victimes identifiées ou orientées vers des services de protection pour la deuxième année consécutive. Par conséquent, le Niger reste sur la liste de surveillance de niveau 2 pour la deuxième année consécutive.

### **RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DU GOUVERNEMENT DU NIGER**

Enquêter, poursuivre et condamner sans répit les trafiquants, y compris ceux impliqués dans l'esclavage et l'enrôlement des enfants soldats, en utilisant la loi anti-traite ; former les agents chargés de l'application de la loi et des tribunaux à travers le pays sur la loi anti-traite ; adopter pleinement et mettre en œuvre des procédures systématiques pour l'identification proactive des victimes de la traite, en particulier chez les populations vulnérables, telles que les enfants exploités dans le trafic sexuel, les filles nées dans des castes d'esclaves et le travail des enfants, et leur orientation ultérieure vers la prise en charge ; former les agents chargés de l'application de la loi sur les procédures d'identification des victimes ; fournir un soutien financier ou en nature aux ONG partenaires qui fournissent des soins aux victimes ; fournir aux victimes l'assistance juridique et la sensibilisation sur leurs droits et aider les victimes, y compris les victimes du travail forcé et l'esclavage basé sur les castes, à demander réparation et à participer à la poursuite de leurs trafiquants ; modifier la loi afin d'accroître les pénalités prévues par la loi anti-traite de 2010 relatives au trafic d'adultes et le code pénal pour la mendicité forcée des enfants et le trafic sexuel pédophile, et supprimer l'option d'appliquer l'amende en lieu et place des peines privatives pour des crimes de travail forcé en vertu du code du travail ; augmenter la quantité et la qualité des services offerts aux victimes ; accroître les efforts permettant de secourir les victimes des pratiques d'esclavage traditionnel et les victimes adultes ; mettre en œuvre des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des anciens enfants combattants qui tiennent compte de leurs besoins spécifiques ; sensibiliser le public sur la loi anti-traite, en ciblant spécifiquement les populations vulnérables, les chefs religieux et les chefs traditionnels ; et développer un système au sein des forces de l'ordre, chez les fonctionnaires du système judiciaire et le personnel de sécurité sociale pour suivre les cas suspects de traite des êtres humains et les données sur les poursuites judiciaires et la protection.

### **POURSUITES JUDICIAIRES**

Le gouvernement a déployé un peu d'efforts en matière de poursuites ; il n'a pas déclaré avoir déployé des efforts en matière d'application de la loi anti-traite pour la deuxième année

consécutives. L'arrêté N° 2012-86 sur la lutte contre la traite des êtres humains, promulguée en 2010, criminalise toutes les formes de traite, y compris l'esclavage et les pratiques analogues à l'esclavage, ainsi que la mendicité de l'exploitation. Cet instrument de loi prescrit des peines suffisamment rigoureuses de cinq à dix ans d'emprisonnement pour avoir commis des délits de traite contre des adultes et de 10 à 30 ans lorsque la victime est un enfant. Les sanctions pour la traite des enfants sont proportionnelles à celles prescrites pour d'autres infractions graves, comme le viol, mais celles prescrites pour le trafic d'adultes ne le sont pas. D'autres lois interdisent certaines formes de traite ; le code pénal criminalise l'esclavage, l'achat d'un enfant pour le trafic sexuel, encourager ou tirer avantage de la mendicité d'un enfant, en vertu des articles 270 (tel que modifié en 2003), 292-293 et 181, respectivement. Les sanctions prévues pour l'esclavage dans le code pénal sont de 10 à 30 ans d'emprisonnement et suffisamment rigoureuses. Toutefois, des sanctions de cinq millions à 10 millions de FCFA (7 998 \$ à 15 996 \$) et de deux à cinq ans d'emprisonnement pour trafic sexuel d'enfants et de six mois à un an d'emprisonnement pour la mendicité des enfants ne sont ni proportionnelles ni suffisamment strictes ; ces peines sont bien inférieures à celles prévues par la loi sur la lutte contre la traite des enfants de 2010. Le code du travail, promulgué en septembre 2012, interdit le travail forcé, prescrit des peines de deux à cinq ans d'emprisonnement avec possibilité d'amende. Les sanctions relatives aux infractions liées à l'esclavage et au travail forcé sont suffisamment strictes et reflètent la gravité du crime. Cependant, les sanctions contre le travail forcé sont insuffisantes du moment où il existe l'option d'une amende au lieu de la prison.

Le gouvernement n'a pas signalé le nombre d'enquêtes, de poursuites et de condamnations pour la deuxième année consécutive, contrairement aux 144 enquêtes sur des infractions de traite, cinq poursuites judiciaires contre des auteurs de ces crimes et cinq condamnations de trafiquants en 2014. Le gouvernement n'a pas fait d'avancées pour mettre fin à l'impunité des *marabouts*, des enseignants des écoles coraniques qui obligent les enfants à pratiquer la mendicité ou des chefs traditionnels qui facilitent l'esclavage des enfants. Les victimes n'ont pas accès à la justice car elles sont souvent mal informées de leurs droits légaux et manquent de capacités et de ressources nécessaires au déclenchement d'actions punitives contre ceux qui les exploitent. Aucun progrès n'a été signalé dans les affaires d'esclavage pendantes, et certains seraient en cours depuis des années, bien qu'on aurait initié plusieurs de nouveaux procès en 2016. Des ONG ont déclaré que le gouvernement s'exécute avec lenteur les procès des crimes de traite. En 2016, le gouvernement a formé la police, les procureurs et les juges sur la législation nationale sur la traite et la protection des victimes. Il n'y a eu aucune enquête, poursuite judiciaire ou condamnation de fonctionnaires pour complicité de trafic ou activités criminelles liées à la traite.

## PROTECTION

Les autorités ont déployé des efforts minimum en matière de protection. Le gouvernement n'a pas signalé le nombre de victimes identifiées ou orientées vers des services de protection pour la deuxième année consécutive. Il n'y avait pas de services spécialisés disponibles au Niger pour les

victimes adultes ou les victimes de l'esclavage héréditaire. L'Agence nationale pour la lutte contre la traite des personnes (ANLTP) a offert une formation et des documents au personnel chargé de l'application de la loi sur l'identification proactive des victimes de la traite. Il n'y avait pas de procédures formelles écrites relatives à l'identification des victimes et à l'orientation vers les services de protection, bien que, en général, la police, les procureurs et l'ANLTP orientent les victimes de la traite aux ONG locales de manière irrégulière. Cependant, en août 2016, la Commission nationale de coordination pour la lutte contre la traite des personnes (CNCLTP) et l'ANLTP se sont réunis pour convenir et finaliser les procédures d'identification et un mécanisme d'orientation, qui attendent la ratification par l'Assemblée nationale. Le gouvernement s'est appuyé presque exclusivement sur des ONG et les organisations internationales pour offrir des services aux victimes, bien que la capacité des ONG à fournir un abri ou des services à long terme aux victimes soit insuffisante. Les ONG ont offert un abri à 6 000 victimes de traite environ, y compris les victimes soumises à la mendicité forcée et à l'esclavage basé sur les castes. Le gouvernement a fourni un soutien en nature aux programmes d'aide aux victimes d'ONG et d'organisations internationales, y compris un abri temporaire, des aliments et des soins de santé primaires pour un nombre inconnu de ces victimes. Le ministère de la Promotion de la femme et de la protection de l'enfance a offert des services sociaux limités à un nombre non spécifique de victimes, y compris certains sont rentrés dans leurs villages d'origine. Les autorités n'ont pas utilisé de manière systématique des mesures permettant d'identifier les victimes de la traite au sein des populations vulnérables, telles que les femmes et les filles nées dans des castes d'esclaves traditionnels ou des enfants sur les lieux de travail.

Alors que le gouvernement a fait savoir qu'il encouragerait les victimes adultes à participer à l'enquête et aux poursuites judiciaires contre les cas de traite, le manque de sensibilisation des victimes aux options légales dont elles disposent, les craintes de représailles des trafiquants, ainsi que l'absence d'hébergement et des services de protection adéquats ont entravé leurs efforts dans ce sens. Les victimes du travail forcé et de la servitude basée sur les castes pourraient déposer simultanément des plaintes en matières civiles et criminelles ; cependant, il n'y a aucun rapport qu'elles le font fait régulièrement. Alors que le gouvernement a annoncé des plans visant à mettre en place des programmes de démobilisation et de réintégration pour les enfants recrutés de force par l'organisation terroriste Boko Haram, au cours de la période d'évaluation, un tel mécanisme n'existe pas. Selon une organisation internationale, le gouvernement aurait arrêté certains enfants soupçonnés d'avoir des relations avec Boko Haram. La loi nigérienne prévoit la possibilité d'accorder une résidence juridique aux victimes s'il est dangereux de retourner dans leur pays d'origine, y compris la possibilité d'obtenir un emploi. Au cours de la période d'évaluation, plusieurs milliers de Nigériens ont été expulsés d'Algérie et plusieurs douzaines ont volontairement quitté l'Arabie Saoudite ; le ministère de l'Intérieur a un programme d'accueil et de logement des expulsés nigériens et facilite le retour des Nigériens qui souhaitent le faire.

## PRÉVENTION

Les autorités ont déployé des efforts modestes en matière de prévention de la traite. La CNCLTP a continué de servir d'organe de coordination des efforts gouvernementaux en matière de lutte contre le trafic et l'ANLTP est l'organisme public permanent de mise en œuvre de la gestion de la traite des êtres humains. Bien que la CNCLTP et l'ANLTP aient soumis respectivement des budgets de 8,7 millions de dollars et 877 000 \$ au gouvernement, ces agences ne s'attendaient pas à recevoir l'intégralité des montants. Un accroissement des efforts en matière d'application de la loi sur la migration illicite dans la région d'Agadez, un important point de transit vers l'Afrique du Nord, a entraîné une forte baisse du trafic de migrants, un groupe vulnérable à la traite, dans le nord du Niger. Le gouvernement a mené une mission d'enquête et publié un rapport documentant la compréhension de la traite par les citoyens nigériens. Les responsables gouvernementaux ont reconnu publiquement le problème de la traite des êtres humains et les politiques du Niger en matière de lutte contre la traite, lors de l'ouverture de plusieurs campagnes d'information et d'éducation contre la traite pendant la période d'évaluation ; certaines étaient couvertes par les médias. Grâce à l'aide d'un bailleur de fonds international, le gouvernement a mené des activités de sensibilisation sur la mendicité forcée. En 2016, le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Protection sociale (METPS) a augmenté le nombre d'inspecteurs du travail de 13 à 73, bien que le nombre d'inspecteurs du travail soit resté insuffisant pour la taille des employés nigériens. Le gouvernement n'a pas puni les recruteurs de main-d'œuvre ou les courtiers qui ont recruté en toute connaissance des travailleurs à l'aide d'offres frauduleuses d'emploi ou de placement, bien qu'il ait temporairement arrêté un programme visant à placer des travailleurs nigériens en Arabie Saoudite et fourni des documents de voyage aux travailleurs qui souhaitaient rentrer au Niger après que les travailleurs se soient plaints de conditions de travail difficiles. Dans le cadre de sa stratégie de réduction de la migration illégale et de la traite des personnes, le gouvernement a poursuivi son programme de rapatriement en collaboration avec l'Algérie et contrôlé les routes migratoires au Niger. Le gouvernement n'a pris aucune mesure visible pour réduire la demande en travail forcé ni en prostitution. Le règlement intérieur des forces armées exige que les troupes reçoivent une formation anti-traite avant leur déploiement à l'étranger dans le cadre des missions internationales de maintien de la paix et le gouvernement a satisfait à ces exigences au travers d'un programme mené par un bailleur de fonds étranger. Le gouvernement n'a pas offert des formations sur la lutte contre la traite au personnel diplomatique.

## PROFIL DU NIGER

Tel que signalé au cours des cinq dernières années, la République du Niger est un pays d'origine, de transit et de destination d'enfants, d'hommes et de femmes soumis au travail forcé et à l'exploitation sexuelle. Les pratiques d'esclavage basées sur les castes continuent principalement dans la partie nord du pays et affectent quelque 44 000 personnes. Les victimes en provenance du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Ghana, du Mali, du Nigeria et du Togo sont exploitées dans le commerce du sexe et du travail au Niger. Les garçons nigériens sont soumis au travail forcé, y compris la mendicité forcée, dans le pays, au Mali et au Nigeria par des

*marabouts* véreux. Les *marabouts* corrompus ou les réseaux clandestins mal organisés peuvent également placer les filles nigériennes en servitude domestique ou le commerce du sexe. Les enfants nigériens sont soumis au travail forcé dans les mines d'or, de sel, de trona et de gypse ; dans le secteur agricole et dans les carrières de pierre ; ainsi que dans l'industrie manufacturière à travers le pays. Les filles font l'objet de trafic sexuel le long de la frontière avec le Nigeria, parfois avec la complicité de leurs familles. Dans la région de Tahoua, les filles nées dans l'esclavage sont forcées d'épouser des hommes qui les achètent comme « cinquième épouse » et les soumettent au travail forcé et à la servitude sexuelle, pratique aussi appelée *wahaya* ; leurs enfants naissent dans la caste des esclaves. Les « cinquièmes femmes » sont généralement vendues entre l'âge de 9 et 11 ans. Les chefs traditionnels jouent un rôle primordial dans cette forme d'exploitation, soit en asservissant les enfants dans leur propre famille, soit en organisant des « mariages » pour d'autres individus puissants. Certaines filles en mariage forcé peuvent être exploitées dans le commerce sexuel après avoir quitté ces unions nominales. Il paraît que de jeunes nigériennes se rendent à l'étranger pour contracter dans des « mariages » avec des nigériens ou des ressortissants étrangers vivant en Arabie Saoudite et dans les Émirats Arabes Unis et qu'elles font l'objet de servitude domestique dans ces pays. En Algérie, les enfants nigériens ont été forcés de mendier ; les femmes et les filles nigériennes sont vulnérables au trafic sexuel.

Les femmes et les enfants nigériens sont recrutés au Niger et transportés vers le Nigeria, l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et l'Europe où ils sont soumis à la servitude domestique, au trafic sexuel ou au travail forcé dans l'agriculture ou dans l'élevage. Certains migrants sont soupçonnés d'être des trafiquants, en particulier des migrants nigériens en Algérie. Les trafiquants gèrent principalement des opérations petites et indépendantes dans des réseaux d'individus peu organisés, y compris des *marabouts*. Certaines femmes ont été accusées de gérer des réseaux de traite, même si elles ont peut-être été victimes de traite elles-mêmes. Certaines femmes sont complices de l'exploitation des enfants, acceptant le paiement des trafiquants qui gèrent des opérations de mendicité forcées. On signale que des entrepreneurs indépendants (hommes et femmes) et des agences de voyages informelles qui recrutent des femmes au Moyen-Orient ou au nord du Nigeria pour le trafic sexuel ou la servitude domestique. Le Niger est un pays de transit pour les hommes, les femmes et les enfants d'Afrique de l'Ouest et du Centre qui migrent vers l'Afrique du Nord et l'Europe de l'Ouest, où certains sont soumis au travail forcé ou à la traite sexuelle. En outre, certains migrants sont soumis au travail forcé au Niger en tant que domestiques, mécaniciens, soudeurs, ouvriers dans les mines et dans les fermes, ou en tant que personnel dans les bars et les restaurants. L'organisation terroriste Boko Haram a recruté de force des enfants nigériens au cours de la période d'évaluation. Dans certains cas, les agents de la force publique et les douaniers ont accepté des pots de vin de trafiquants qui voulaient faciliter le transport des victimes à travers le pays.